

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 15 septembre 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'arrêté royal "relatif aux épreuves d'avancement au grade de major de gendarmerie", a donné le 6 octobre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 september 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van koninklijk besluit "betreffende de examens voor de bevordering tot de graad van majoor bij de rijkswacht", heeft op 6 oktober 1993 het volgend advies gegeven :

Dispositif.Article 1er.

Le texte néerlandais du 4^o en projet devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre II.

L'intitulé du chapitre II doit être rédigé comme suit :

"De la participation aux épreuves".

Article 2.

Suivant l'article 48 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie :

"Pour pouvoir être nommé au grade de major, l'officier doit :

- 1^o satisfaire à des épreuves dont le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'organisation; les officiers porteurs d'un diplôme ou d'un brevet que le Roi détermine peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves;
- 2^o compter au moins onze années d'ancienneté d'officier".

.../...

En attribuant au commandant de la gendarmerie le pouvoir de déterminer l'ancienneté relative et d'apprécier discrétionnairement si elle existe dans le chef des candidats, l'article en projet est contraire à la disposition légale précitée selon laquelle ce pouvoir doit être exercé par le Roi et ne peut, dès lors, être subdélégué.

L'article 2 doit être revu.

Articles 3 à 5.

Ces dispositions qui sont la mise en oeuvre du pouvoir d'appréciation de l'ancienneté relative et de ses conséquences, notamment le recours introduit contre la liste des officiers subalternes qui possèdent l'ancienneté relative, encourent la même critique que celle formulée sous l'article 2.

Les articles 3 à 5 sont également à revoir.

Section 3.

Le texte néerlandais de l'intitulé de la section 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 6.

Dans le texte néerlandais de l'article 6 en projet, il y a lieu d'écrire : "... het bij artikel 2, 2°, bepaalde deelnemingsvereiste".

Article 7.

1. Dans la phrase liminaire, il convient de supprimer les mots "Sans préjudice de l'article 12, alinéa 1er".

2. A l'alinéa 1er, 2°, on écrira :

"2° les avis motivés des chefs hiérarchiques visés à l'article 8 ainsi que les recours introduits contre ces avis et les suites qui en résultent;"

3. A l'alinéa 1er, 3°, il faut écrire :

"3° s'il y a lieu, les données ... l'article 10 et les recours éventuellement introduits conformément à cette disposition;"

4. De même, au 4°, on écrira :

.../...

"4° s'il y a lieu, le procès-verbal ... et le recours éventuellement introduit conformément à cette disposition;".

5. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"... des pièces visées à l'alinéa 1er jusqu'au jour précédant sa comparution ...".

Article 8.

1. En tant que le paragraphe 1er, alinéa 1er, se réfère à la liste visée à l'article 3, il y a lieu de se référer à l'observation formulée à propos de ce dernier article.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 3, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Le supérieur mentionné au paragraphe 1er porte à la connaissance du candidat, qui le vise, l'avis précité".

5. Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "sous peine de nullité" doivent être remplacés par les mots "sous peine d'irrecevabilité".

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

6. A la fin du paragraphe 2, alinéa 4, on écrira : "... le recours et l'avis éventuellement adapté".

7. Le premier membre de phrase du paragraphe 3 est équivoque parce qu'il laisse entendre que certains avis, et non d'autres, porteraient sur la personnalité, le rendement et le potentiel des candidats. Ce régime différencié n'est pas justifié.

Il est préférable de remplacer dans tout le projet les mots "le potentiel" par les mots "la capacité de travail" et les mots "le rendement" par les mots "les résultats du travail" (de l'officier subalterne).

8. Quant au second membre de phrase du paragraphe 3, il contient une délégation qui n'est pas admissible. En effet, il appartient au Roi, et non au commandant de la gendarmerie, de déterminer le contenu et la forme de l'avis visé au paragraphe 1er, alinéa 1er.

.../...

Article 11.

Les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 10" sont superflus et doivent être omis.

Article 12.

1. L'alinéa 1er doit être complété afin de prévoir que l'officier qui comparaît devant la commission d'évaluation a le droit de se faire assister par un conseil.

2. A l'alinéa 2, deuxième phrase, les mots "Si, quoique convoqué régulièrement, il ne comparaît pas" doivent être remplacés par les mots "S'il ne comparaît pas ...".

Article 14.

Le paragraphe 1er prévoit en son alinéa 1er que "le président de la commission d'évaluation n'a pas voix délibérative" et, en son alinéa 2, qu'"A égalité des voix, ... la voix du président de la commission d'évaluation est prépondérante".

Il ne se conçoit pas que le président n'ait pas voix délibérative, mais qu'en cas d'égalité des voix, la sienne soit prépondérante.

Il faut revoir le paragraphe 1er.

Article 15.

.../...

1. Au début de l'alinéa 1er, il faut remplacer le mot "déterminée" par le mot "visée" et, à la fin de cet alinéa, on écrira : "... inscrit pour la première fois sur cette liste".

2. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "... le candidat n'est plus admissible aux épreuves d'avancement".

Article 16.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, deuxième phrase, on remplacera les mots "bepaald in" par les mots "bepaald bij".

Article 17.

Il appartient au Roi et non au commandant de la gendarmerie de déterminer la durée du stage.

Tel qu'il est rédigé, le texte donne à penser que la durée du stage pourrait varier selon les différents candidats, ce qui créerait une discrimination entre eux.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 18.

.../...

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, on remplacera le mot "informatiesessies" par le mot "informatievergaderingen".

Article 19.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 2, appelle la même observation que celle formulée sous le point 8 de l'article 8.

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, doit être rédigé en s'inspirant du texte proposé pour l'article 8, § 2, alinéa 1er.

3. Au paragraphe 2, alinéas 3 et 4, on omettra les mots "visé à l'alinéa 1er".

4. A la fin de l'alinéa 4, il faut écrire : "... et le rapport de stage éventuellement adapté".

Article 20.

Il y a lieu de se reporter à l'observation formulée sous le point 8 de l'article 8.

Article 21.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, on remplacera le mot "deelaspecten" par le mot "aspecten".

.../...

Article 22.

Les mots "déterminées à l'article 21" doivent être omis.

Article 23.

1. Les mots "visées à l'article 21" doivent être omis.

2. Dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "par " par le mot "pas".

Article 24.

Le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

L'alinéa 2 doit être rédigé de la manière suivante :

"Après cet exposé, le candidat est interrogé spécialement ... par un officier supérieur".

Article 26.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 26. Le commandant de la gendarmerie désigne, pour chaque candidat, l'officier supérieur chargé d'interroger le candidat en tenant compte de sa compétence dans le domaine de la mission spécifique, effectuée par le candidat pendant son stage.

L'identité de cet officier est communiquée au candidat au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'épreuve orale".

Article 27.

L'alinéa 2, quant à sa rédaction, appelle la même observation que celle formulée au point 2 de l'article 12.

Par ailleurs, le texte néerlandais des alinéas 2 et 3, première phrase, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

.../...

Le début de cet article doit être rédigé comme suit :

"Art. 28. Les articles 13 et 14 sont applicables aux réunions et au vote de la commission d'évaluation ... (la suite comme au projet, sauf à omettre le mot "interrogateur").

Article 30.

1. Il y a lieu d'intervertir les paragraphes 2 et 3 et d'adapter les références en conséquence.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3), alinéa 1er, deuxième phrase, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au paragraphe 2 (devenant le paragraphe 3), alinéa 2, seconde phrase, il faut écrire : "Le procès-verbal mentionne les noms ... et les noms des officiers désignés par le sort".

4. Compte tenu des pouvoirs que le projet confère, parfois abusivement au commandant de la gendarmerie, il convient de prévoir, au paragraphe 3, que le président empêché ou absent sera remplacé par un autre officier de gendarmerie.

.../...

5. Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 1er, on remplacera les mots "van rechtswege" par le mot "ambtshalve".

6. Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "effectieve leden" par les mots "gewone leden". Cette remarque vaut également pour le paragraphe 3, alinéa 3.

Article 31.

1. Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4, première phrase, il y a lieu de remplacer le mot "desgeval-lend" par les mots "in voorkomend geval".

Article 32.

1. A l'alinéa 1er, on écrira : "... renoncer à la participation à la procédure d'avancement en cours ...".

2. A l'alinéa 2, il y a lieu de préciser dans l'arrêté en projet les effets de la renonciation quant aux procédures ultérieures d'avancement.

.../...

3. Vu la généralité des termes utilisés à l'alinéa 3, il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 8, point 8.

Article 33.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il faut écrire : "... en raison d'une grossesse ou de circonstances graves ...".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il convient d'écrire :

"La commission d'évaluation peut décider de surseoir, pour des motifs visés à l'alinéa 1er, à l'examen de la condition de participation visée à l'article 2, 2°, si elle estime que les données dont elle dispose ne lui permettent pas de se prononcer".

3. Au paragraphe 2, alinéa 1er, on écrira :

"§ 2. Le candidat adresse sa demande au président ... (la suite comme au projet).

4. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. Cette remarque vaut aussi pour l'article 34, alinéa 3.

Article 35.

.../...

En tant que l'alinéa 1er vise la liste des officiers subalternes possédant l'ancienneté relative, il est fait référence à l'observation relative aux articles 2 à 5.

Article 41.

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1993".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In het ontworpen onderdeel 4^o schrijve men :
"... bepaald bij artikel 5". Deze opmerking geldt voor het
gehele ontwerp.

Hoofdstuk II.

Het opschrift van hoofdstuk II moet als volgt
worden gesteld :

"Deelneming aan de examens".

Artikel 2.

Artikel 48 van de wet van 27 december 1973 betref-
fende het statuut van het personeel van het actief kader van
het operationeel korps van de rijkswacht bepaalt :

"Om in graad van majoor te kunnen benoemd worden,
moet de officier :

- 1^o geslaagd zijn voor examens waarvoor de Koning de
regels van deelneming, de programma's en de wijze
van inrichting vaststelt; de officieren die houder
zijn van een door de Koning bepaald diploma of
brevet, kunnen geheel of gedeeltelijk van deze
examens worden vrijgesteld;
- 2^o ten minste elf jaar anciënniteit als officier
hebben".

.../...

Doordat het ontworpen artikel de rijkswachtcommandant bevoegdheid verleent om de betrekkelijke anciënniteit te bepalen en om discretionair te oordelen of de kandidaten die anciënniteit bezitten, is het in strijd met voornoemde wetsbepaling volgens welke die bevoegdheid door de Koning moet worden uitgeoefend en derhalve niet kan worden gedelegeerd.

Artikel 2 moet worden herzien.

Artikelen 3 tot 5.

Omtrent deze bepalingen, die uitwerking geven aan de bevoegdheid tot beoordeling van de betrekkelijke anciënniteit en van de gevolgen ervan, inzonderheid de indiening van een bezwaarschrift tegen de lijst van de lagere officieren die de betrekkelijke anciënniteit bezitten, moet dezelfde opmerking worden gemaakt als die met betrekking tot artikel 2.

De artikelen 3 tot 5 moeten eveneens worden herzien.

Afdeling 3.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Beoordeling van de goede wijze van dienen en van de geschiktheid om het ambt van hoofdofficier uit te oefenen".

.../...

Artikel 6.

Men schrijve : "... het bij artikel 2, 2°, bepaalde deelnemingsvereiste".

Artikel 7.

1. In de inleidende zin moeten de woorden "Onverminderd artikel 12, eerste lid," vervallen, zodat die zin als volgt moet luiden :

"Bij het onderzoek mag de evaluatiecommissie uitsluitend de volgende stukken in aanmerking nemen :".

2. In het eerste lid, 2°, schrijve men :

"2° de gemotiveerde adviezen van de hiërarchische meerderen bedoeld in artikel 8, alsook de tegen die adviezen ingediende bezwaarschriften en de gevolgen die eruit voortvloeien;".

3. In artikel 1, 3°, schrijve men :

"3° in voorkomend geval, de gegevens ... bedoelde aanvullend onderzoek en de overeenkomstig die bepaling eventueel opgestelde bezwaarschriften;".

.../...

4. Zo ook schrijve men in 4º :

"4º in voorkomend geval, ... en het overeenkomstig die bepaling eventueel opgestelde bezwaarschrift;".

5. In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven :

"... in het eerste lid genoemde stukken kennis nemen tot op de dag vóór zijn verschijning voor de evaluatiecommissie. De commandant van de rijkswacht bepaalt de nadere regels inzake de kennisgeving".

Artikel 8.

1. Doordat in paragraaf 1, eerste lid, verwezen wordt naar de lijst genoemd in artikel 3, moet worden gewezen op de opmerking die omtrent dit artikel 3 wordt gemaakt.

2. In het tweede lid van paragraaf 1 schrijve men "... bij artikel 2, 2º, bepaalde deelnemingsvereisten, ...".

3. Het zou beter zijn het derde lid van paragraaf 1 als volgt te stellen :

.../...

"De in het eerste lid bedoelde meerderen die tot in de vierde graad bloed- of aanverwant van de kandidaat zijn, mogen geen advies uitbrengen".

4. Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 2. De meerdere bedoeld in paragraaf 1 brengt voornoemd advies ter kennis van de kandidaat, welke het viseert".

5. In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden "op straffe van verval" vervangen worden door de woorden "op straffe van niet-ontvankelijkheid".

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

6. Aan het eind van paragraaf 2, vierde lid, schrijve men :

"De meerdere zendt het gemotiveerde advies, het bezwaarschrift en het eventueel aangepaste advies rechtstreeks aan de voorzitter van de evaluatiecommissie".

7. Het eerste zinsdeel van paragraaf 3 is dubbelzinnig omdat de indruk wordt gewekt dat sommige adviezen, en andere weer niet, betrekking zouden hebben op de persoon-

.../...

lijkheid, de werkresultaten en het werkvermogen van de kandidaten. Deze verschillende regeling is niet gewettigd.

Voorts zou het beter zijn in het gehele ontwerp de woorden "rendement" en "potentialiteit" respectievelijk te vervangen door de woorden "werkresultaten" en "werkvermogen".

8. Het tweede zinsdeel van paragraaf 3 bevat een onaanvaardbare delegatie. Het komt immers aan de Koning toe, doch niet aan de commandant van de rijkswacht, om de inhoud en de vorm te bepalen van het in paragraaf 1, eerste lid, genoemde advies.

Artikel 11.

De woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 10" moeten als overbodig vervallen, zodat deze bepaling als volgt luidt : "De evaluatiecommissie kan de in ...".

Artikel 12.

1. Het eerste lid moet worden aangevuld met de bepaling dat de officier die voor de evaluatiecommissie verschijnt het recht heeft om zich door een raadsman te laten bijstaan.

.../...

2. In de tweede volzin van het tweede lid moeten de woorden ", ofschoon behoorlijk opgeroepen," vervallen.

Artikel 14.

Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat "de voorzitter van de evaluatiecommissie niet stemgerechtigd (is)". In het tweede lid staat te lezen : "Bij staking der stemmen ... is de stem van de voorzitter van de evaluatiecommissie beslissend".

Het is ondenkbaar dat de voorzitter niet stemgerechtigd is maar dat bij staking der stemmen, zijn stem beslissend is.

Paragraaf 1 moet worden herzien.

Artikel 15.

1. Aan het begin van het eerste lid vervange men het woord "bepaald" door het woord "bedoeld" en, aan het einde van dat lid schrijve men : "... nadat hij voor de eerste maal op die lijst werd ingeschreven".

2. In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "... , kan de kandidaat niet meer worden toegelaten tot de bevorderingsexamens".

.../...

Artikel 16.

In het tweede lid, tweede zin, vervange men de woorden "bepaald in" door de woorden "bepaald bij".

Artikel 17.

Het staat aan de Koning en niet aan de commandant van de rijkswacht de duur van de stage te bepalen.

De huidige redactie van de tekst geeft te denken dat de duur van de stage kan variëren naargelang de verschillende kandidaten, wat tot een onderlinge discriminatie zou leiden.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 18.

In het eerste lid vervange men het woord "informatiesessies" door het woord "informatievergaderingen".

Artikel 19.

1. Bij paragraaf 1, tweede lid, moet dezelfde opmerking worden gemaakt als in punt 8 van artikel 8.

.../...

2. Paragraaf 2, eerste lid, moet worden gesteld naar voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 8, § 2, eerste lid.

3. In paragraaf 2, derde en vierde lid, moeten de woorden "in het eerste lid bedoelde" vervallen.

4. Aan het einde van het vierde lid moet worden geschreven : "... het gemotiveerde stageverslag, het bezwaarschrift en het eventueel aangepaste stageverslag rechtstreeks toe aan de voorzitter van de evaluatiecommissie".

Artikel 20.

Zie de opmerking in punt 8 van artikel 8.

Artikel 21.

In het eerste lid vervange men het woord "deelaspecten" door het woord "aspecten".

Artikel 22.

De woorden "in artikel 21 bepaalde" behoren te vervallen.

.../...

Artikel 23.

1. De woorden "in artikel 21 bedoelde" behoren te vervallen.

2. In de Franse tekst vervange men het woord "par" door het woord "pas".

Artikel 24.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 24. De voorzitter van de evaluatiecommissie bepaalt voor elke kandidaat het of de aspect(en) van de stage die aan bod komen in de schriftelijke uiteenzetting bedoeld in artikel 21".

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Hij bepaalt de tijd waarover de kandidaat kan beschikken, zonder dat die voor het schriftelijke examendeelte meer dan zes uur mag bedragen. Hij beslist eveneens of de kandidaat een documentatie mag inzien en, zo ja, welke en onder welke voorwaarden".

.../...

Artikel 25.

In het eerste lid vervange men het woord "mondeling" door het woord "mondelinge".

Het tweede lid behoort te worden gesteld als volgt :

"Na die uiteenzetting wordt de kandidaat door een hoofdofficier in het bijzonder ondervraagd over de specifieke opdracht bedoeld in artikel 17, tweede lid".

Artikel 26.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Art. 26. De commandant van de rijkswacht wijst voor elke kandidaat de hoofdofficier aan die hem zal ondervragen, rekening houdend met zijn bekwaamheid op het gebied van de specifieke opdracht die de kandidaat tijdens zijn stage heeft vervuld.

De kandidaat wordt uiterlijk vijf werkdagen voor de datum van het mondelinge examengedeelte in kennis gesteld van de identiteit van die officier".

.../...

Artikel 27.

Bij de redactie van het tweede lid behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als in punt 2 van artikel 12.

Voorts zou het beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De kandidaat die zonder een door de evaluatiecommissie geldig geachte reden niet deelneemt aan één of meer examengedeelten, wordt geacht niet geslaagd te zijn".

Het zou beter zijn de eerste zin van het derde lid als volgt te stellen :

"Indien de reden geldig wordt geacht, wordt de kandidaat ambtshalve afgewezen".

Artikel 28.

Het begin van dat artikel behoort te worden gesteld als volgt :

"Art. 28. De artikelen 13 en 14 zijn mede van toepassing op de vergaderingen van en de stemming door de evaluatiecommissie ... (voorts zoals in het ontwerp, behalve dat het woord "-ondervrager" behoort te vervallen)".

.../...

Artikel 30.

1. De volgorde van de paragrafen 2 en 3 behoort te worden omgekeerd en de verwijzingen behoren dienovereenkomstig te worden aangepast.

2. In paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt), eerste lid, tweede zin, schrijve men : "Die loting geschiedt derwijze dat aan de voorwaarde van § 1, tweede lid, wordt voldaan".

3. Het zou beter zijn paragraaf 2 (die paragraaf 3 wordt), tweede lid, als volgt te stellen : "Na het loten wordt proces-verbaal opgemaakt van de verrichtingen. Het proces-verbaal bevat de namen van de officieren die aan de loting hebben deelgenomen en de namen van de officieren die bij loting zijn aangewezen".

4. Gelet op de bevoegdheden die in het ontwerp soms verkeerdelijk worden verleend aan de commandant van de rijkswacht, behoort in paragraaf 3 te worden voorgeschreven dat de verhinderde of afwezige voorzitter wordt vervangen door een andere officier van de rijkswacht.

5. In paragraaf 3, eerste lid, vervange men de woorden "van rechtswege" door het woord "ambtshalve".

.../...

6. In paragraaf 3, tweede lid, vervange men de woorden "effectieve leden" door de woorden "gewone leden". Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 3, derde lid.

Artikel 31.

1. Het zou beter zijn het tweede lid van artikel 31 als volgt te redigeren :

"Meent de voorzitter of een lid dat één of meer kandidaten een reden van wraking tegen hem kunnen voordragen in de zin van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek of dat het hem onmogelijk is de kandidaat onpartijdig te beoordelen, dan meldt hij dat aan de commandant van de rijkswacht".

In het derde lid schrijve men "... binnen vijf werkdagen na de in het eerste lid bedoelde kennisgeving, tenzij de redenen van wraking later zijn gebleken".

2. In de eerste zin van het vierde lid vervange men het woord "desgevallend" door de woorden "in voorkomend geval".

Artikel 32.

1. In het eerste lid schrijve men : "Vanaf de bekendmaking van de lijst bedoeld in artikel 3, eerste lid,

.../...

kan de kandidaat op elk oogenblik beslissen niet langer deel te nemen aan de bevorderingsprocedure. Hiertoe richt hij langs hiërarchische weg een verklaring aan de commandant van de rijkswacht".

2. In het tweede lid behoort te worden verduidelijkt welke gevolgen de verzaking heeft voor de latere bevorderingsprocedures.

3. Gezien de algemene bewoording van het derde lid, wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt in punt 8 van artikel 8.

Artikel 33.

1. In paragraaf 1, eerste lid, behoort te worden geschreven : "... wegens zwangerschap of ernstige omstandigheden ...".

2. In paragraaf 1, tweede lid, behoort te worden geschreven :

"De evaluatiecommissie kan beslissen, voor de redenen bedoeld in het eerste lid, het onderzoek omtrent de deelnemingsvoorwaarde bedoeld in artikel 2, 2°, uit te stellen, indien zij oordeelt dat de gegevens waarover zij beschikt haar niet in staat stellen uitspraak te doen".

.../...

3. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men :

"§ 2. De kandidaat richt zijn aanvraag aan de voorzitter van de evaluatiecommissie door bemiddeling van de rijkswachtoverheid die te zijnen aanzien de bevoegdheid van korpscommandant uitoefent. De aanvraag wordt met redenen omkleed".

4. In paragraaf 2, derde lid, schrijve men "wordt ter kennis gebracht van de kandidaat en de commandant van de rijkswacht" in plaats van "wordt aan de kandidaat en aan de commandant van de rijkswacht ter kennis gebracht". Deze opmerking geldt ook voor artikel 34, derde lid.

Artikel 35.

Inzoverre het eerste lid betrekking heeft op de lijst van de lagere officieren die de relatieve anciënniteit bezitten, wordt verwezen naar de opmerking betreffende de artikelen 2 tot 5.

Artikel 41.

De bepaling behoort te worden gesteld als volgt :

"Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1993".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.